**SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND**

**MODELE DE RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** 'Côte d'Ivoire

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL** 'ANNUEL

**date DE RAPPORT:** 'SEPTEMBRE 2019

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** 'Soutenir la participation des jeunes dans la prévention de la répétition des atrocités de masse en Côte d'Ivoire  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** '00113453 | |
| **Modalité de financement PBF:**  IRF  PRF | **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** ' |
| **Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):**  -' ICTJ,  **Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):**  -' Femmes Pour la Debout Progrès en Côte d'Ivoire , Réseau Action Justice et Paix, | |
| **Date de début du projet[[1]](#footnote-1):** '01/01/2019  **Durée du projet en mois :[[2]](#footnote-2)** '18 mois (31 Juillet 2020) | |
| **Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé\* (par agence récipiendaire):**  ICTJ **:** $ 401893  **:** $  **:** $  **:** $  Total: 401,893 $US  *\*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et a la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*  **Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:** Une tranche sur 2 a été reçue, représentant 70% du budget global | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: -Brahima Bamba  Rapport approuvé par: Mohamed SUMA-  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: -Oui  Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Acceptable-  Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veillez attacher le rapport: - | |

**NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.

- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.

- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

**PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET**

* 1. **Progrès global du projet actuellement**

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

La mise en œuvre du projet est en bonne voie avec près de 70% de taux d. Toutes les activités planifiées dans le Plan de Travail Annuel (PTA) ont démarré, certaines sont achevées et d’autres en cours d’exécution. Elles ont abouti à créer des espaces permettant aux jeunes en général et aux jeunes filles en particulier de réfléchir et de s'exprimer sur les questions de prévention de conflits et leur participation aux initiatives de consolidation de la paix. Jusque-là, nous avons conduit une série de 7ateliers consultatifs avec 350 jeunes dans 7 localités : Abobo, Yopougon, Bouaké, Korhogo, Man, Duekoué et San Pedro, soit 50 jeunes par localité. Au cours des consultations, les jeunes ont engagé leurs pairs à identifier et définir des moyens non violents qu'ils pourront utiliser pour faire entendre leur voix. Ces consultations ont permis aux participants d’identifier les obstacles à la participation des jeunes et développer leur capacité à formuler des recommandations pour leur inclusion. Ensuite, sur la base des obstacles identifiés, nous avons mené 7 séances de dialogues communautaires entre jeunes dans les localités du projet qui ont permis d'adopter des plans et initiatives de plaidoyer visant à promouvoir la cohésion sociale en s'attaquant aux problèmes et tensions latents. Dans la mise en œuvre de ces plans de plaidoyers, les jeunes ont engagé des réunions bilatérales avec des autorités locales, administratifs, politiques, traditionnelles et religieuses dans leurs localités

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Le projet demeure toujours pertinent. En effet, alors que la Côte d’Ivoire se prépare pour de nouvelles élections en 2020, les tensions économiques et sociales persistantes créent un contexte dangereux qui a déjà mené par le passé à une grave crise post-électorale en 2010-2011. Lors de cette crise et les précédentes, les jeunes ont joué un rôle négatif en tant que perpétrateurs de violences et de violations graves des droits de l’homme. Cependant, à travers notre expérience de travail, l’ICTJ a souvent vu les jeunes être des acteurs essentiels du changement grâce à leur grand intérêt pour l’avenir et leur vaste potentiel souvent inexploité pour défier et mettre fin aux cycles de violence. Fort de cette expérience et dans l’intention de contribuer à prévenir la violence électorale récurrente, ce projet en cours est en train de développer la capacité des jeunes ivoiriens à intégrer le débat national sur la cohésion sociale. Notre approche inclusive et participative permettra d’améliorer la participation des jeunes à la définition de stratégies qui diminuent les facteurs du conflit. Alors qu’ils se sentaient exclus jadis, ce projet est en train de contribuer à la création d’espaces d’expression et de plaidoyer pour les jeunes à travers les réunions bilatérales avec les autorités au niveau local et national. Le projet intègre aussi les questions de redevabilité et de reconnaissance pour contribuer à la non-répétition des violences et promouvoir la cohésion sociale.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

L'innovation dans ce projet porte sur l’aptitude et l’opportunité donnés aux jeunes de conduire de manière autonome des initiatives afin que les décideurs politiques puissent prendre en compte leurs besoins, leurs attentes et leur vision de l'avenir pacifique du pays. En effet, dans le cadre de la mise en ouvre de ce projet, les jeunes sont en train de se mobiliser à travers des initiatives de plaidoyer pour la cohésion sociale et la prévention de potentielles violences électorales futures dans leurs communautés. Par le passé, les jeunes de Côte d'Ivoire ont souvent eu recours à la violence pour se faire entendre. Cela s'explique non seulement par leur manque de connaissance des techniques de plaidoyer, mais aussi par le fait que les autorités ne leur donnent souvent pas la possibilité d'exprimer leurs idées, leurs attentes et leurs besoins. Pire encore, dans le passé, les dirigeants adultes ont exploité les jeunes en difficulté en les incitant à se livrer à la violence électorale en leur promettant de leur offrir de meilleurs moyens de subsistance sociaux et économiques. A travers ce projet, l’ICTJ renforce les capacités des jeunes, et des jeunes filles en particulier de sorte qu’ils puissent identifier des mesures pacifiques pour mener un plaidoyer auprès des décideurs au niveau national et local. De cette manière, les jeunes s’impliquent efficacement dans la prévention des conflits communautaires dans la perspective des élections de 2020.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

En raison de la nécessité croissante de rassembler les efforts des jeunes et des chefs traditionnels en vue de les aider à renforcer leurs rôles et leur engagement en faveur des processus de cohésion sociale, ICTJ a organisé un forum interactif entre les jeunes et les chefs traditionnels à Duékoué. Cette activité a permis aux deux groupes d’identifier des moyens de travailler ensemble pour faire face aux tensions non-résolues. Spécifiquement, le forum a aidé les chefs traditionnels à comprendre les griefs des jeunes, à reconnaître l’importance de la participation des femmes à leur règlement et à comprendre en quoi la manipulation politique de ces griefs peut être source de violence. Dans la même veine, nous avons mené 7 séances de dialogues communautaires à l’issue desquels, les jeunes ont élaboré 7 plans de plaidoyer (1 dans chaque localité) contenant des actions concrètes visant à les impliquer dans les initiatives de prévention de conflits. Ces plans de plaidoyer sont mis en œuvre par les jeunes eux-mêmes avec une participation remarquable des jeunes filles. En fait, les jeunes ont tenu 15 réunions bilatérales avec des autorités locales, administratives, politiques, traditionnelles et religieuses dans les localités du projet. Ces rencontres ont servi de cadre pour sensibiliser les autorités contre la manipulation politique des jeunes et plaider pour la prise en compte des griefs de la jeunesse relatifs à leurs droits en vue de prévenir la répétition des violences.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

A l’issue du forum interactif entre les jeunes et les chefs traditionnels à Duekoué, les deux partis ont pris l’engagement d’agir conjointement en vue de renforcer la cohésion sociale et consolider la paix dans leur localité. A cet effet, M. Pierre Serel, Chef de la Tribu Winlo, et Secrétaire Régional de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels (CNRCT) du Guémon a déclaré : «À Duekoué, nous savons ce qu’est la guerre […] Nous sommes désormais conscients que nous devons vivre ensemble et éviter de nouvelles violences […] pour cela nous devons nous écouter les uns les autres. […] Cette rencontre ne devrait pas être la dernière mais le début d’un cadre permanent d’échanges et de concertation en vue de discuter de nos préoccupations communes et prévenir la répétition des crises du passé dans notre région. Nous mettons à disposition le siège du CNRCT pour abriter ces rencontres.». Dans la même dynamique, M. Emmanuel Edima, président du Conseil National des Jeunes de Côte d’Ivoire a déclaré lors de la Table Ronde organisée à Abidjan en Octobre 2019 : « Au nom de toute la jeunesse ivoirienne, je voudrais féliciter ICTJ et ses partenaires. La jeunesse ivoirienne souhaite se positionner comme le gardien de la paix qui fera en sorte que tous les acteurs suivent cette logique de paix et de tolérance pour que 2020 soit différent de 2010 »

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le principal défi auquel nous faisons face est la disponibilité des autorités institutionnelles et politiques dans le cadre des rencontres bilatérales. Dans le plan de plaidoyer élaboré par les jeunes à l’issue des dialogues communautaires, plusieurs rencontres bilatérales sont prévues avec les autorités au niveau local et national en vue de les engager dans la prévention de la résurgence du conflit. Cependant, compte tenu des préparatifs des échéances électorales de 2020, certaines de ces autorités notamment des responsables administratifs et politiques, effectuent plusieurs missions en dehors de leurs zones de fonction. Ce qui rend difficile la programmation des rencontres. Pour atteindre l’objectif qui est de créer un cadre d’échange et de dialogue entre jeunes et autorités ivoiriennes pour la prévention des conflits, nos partenaires sont obligés d’adapter leur agenda de rencontre en fonction de la disponibilité des autorités.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

La mise en œuvre du projet ne connait pas de retard susceptible d'entraver l'atteinte des résultats.

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

Liens articles de presse sur les activités du projet, Galerie photos des activités du projet, Rapport final consultations jeunes leaders 2019, Rapport financier annuel projet UNPBF, Rapport Dialogues communautaires Abidjan, Rapport Dialogue Communautaires Régions, Plans de Plaidoyers des jeunes,

* 1. **Progrès par résultat du projet**

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:**  Les jeunes leaders auront la capacité de présenter aux autorités étatiques, aux leaders communautaires et au leaders religieux des propositions et des réclamations basées sur une évaluation solide des obstacles auxquels ils sont confrontés

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

350 jeunes y compris 155 jeunes femmes ont pris part aux ateliers consultatifs qui ont permis aux participants d’identifier les obstacles à la participation des jeunes et développer leur capacité à formuler des recommandations en vue de les surmonter. A l’issue des consultations, les participants ont été soumis à un test d’auto-évaluation. 348 jeunes y ont participé parmi lesquels 316 participants soit 90.80% des participants ont rapporté avoir augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes aux autorités. Par ailleurs, un rapport de recommandations pour la prévention de la participation des jeunes aux violences politiques a été produit et lors de son lancement en avril, un panel de discussion a permis aux jeunes de mettre en avant certaines de leurs revendications. Entre autres, ils ont souligné l’importance de faire face aux conséquences des violations du passé à travers les mesures de redevabilité et de reconnaissance pour garantir la non-répétition et prévenir de futurs conflits. 100 personnes (69 hommes et 31 femmes) ont participé à la cérémonie de lancement du rapport composées de jeunes et des représentants de ministères et d’institutions étatiques dont un conseiller technique représentant le Ministre de la jeunesse, un représentant du Conseil National des Droits de l’Homme (CNDH) et une délégation du Conseil National des Jeunes (CNJ).  
Deux émissions radiophoniques de débats discutant du contenu du rapport ont été enregistrées et diffusées par 7 radios locales partenaires dans les localités du projet. Les discussions au cours de ces émissions ont donné lieu à des analyses sur les obstacles à la participation des jeunes et notamment des jeunes filles aux initiatives de prévention de conflits. Les participants ont plaidé en faveur de la protection des jeunes contre la manipulation politique et formulé des recommandations pertinentes à diverses parties prenantes. Par exemple, ils ont recommandé à l’état de prendre des mesures pour que les crimes graves y compris les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) ne restent pas impunies. Ils ont également recommandé aux leaders politiques de présenter des excuses publiques aux populations en général et en particulier aux victimes des crises passées.   
140 personnes (20 dans chacune des 7 localités du projet) composées de jeunes et des autorités locales se sont réunies pour écouter ensemble la première émission et discuter davantage du contenu du rapport. Un leader d’une organisation de jeunesse ayant participé à l’enregistrement de la deuxième émission a félicité ICTJ en ces termes : "Je suis très content d’avoir participé à ce débat radiophonique portant sur le contenu de ce rapport que je trouve fort utile avec des recommandations très pertinentes. Ce rapport mérite d’être largement diffusé auprès des décideurs afin que ses recommandations soient prises en compte pour prévenir de nouvelles violences dans le contexte électoral actuel"

**Résultat 2:** Les jeunes ivoiriens, notamment les jeunes femmes, bénéficieront du soutien nécessaire à leur participation aux initiatives locales de prévention de la résurgence de la violence impliquant les jeunes dans leurs communautés

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

Une première phase des dialogues communautaires entre jeunes a eu lieu et a permis de discuter des obstacles identifiés lors des ateliers de consultations et proposer des plans et initiatives de plaidoyer visant à promouvoir la cohésion sociale en s'attaquant aux problèmes et tensions persistants. A date, 7 séances de dialogues communautaires ont eu lieu dans les 7 localités. 160 jeunes composés de membres de syndicats estudiantins et scolaires, d’associations locales de jeunesse, membres locaux du Conseil Nationale de la Jeunesse, de la jeunesse communale, de jeunesses de partis politiques ont pris part à ces séances. Dans chaque localité, les discussions ont permis aux jeunes d’analyser les problèmes conflictuels susceptibles de créer des tensions dans leurs communautés. Ces problèmes identifiés ont été regroupés sous trois thématiques : 1)la question de la formation et de l’emploi de jeunes, 2)la situation sociopolitique et sécuritaire (circulation illicite des armes, drogues, insécurité, manipulation politique des jeunes) ; et 3)les défis de la justice transitionnelle (impunité, non-transparence du processus de réparation). A la suite des discussions, les participants ont proposé des mesures pour résoudre ces problèmes ou les contrecarrer et adopté de façon consensuelle un plan de plaidoyer dans chaque localité.  
  
En outre, nos programmes locaux de discussion radiophoniques ont servi de cadre d’échanges où les jeunes ont pu s’exprimer librement et faire des des propositions sur des sujets de préoccupations de la jeunesse. Nous avons enregistré a ce jour 14 émissions radio diffusées au moins 42 fois dans 7 stations locales partenaires.   
  
Nous avons organisé une table ronde sur le thème: « Participation des jeunes femmes aux initiatives de prévention de conflits et au renforcement de la cohésion sociale en Côte d’Ivoire: défis et perspectives ». Cette activité a réuni 70 participants dont 38 femmes (54,29% des participants) et 32 hommes composés essentiellement des jeunes, des représentants des ministères, des ONG, et des organisations de femmes. Les présentations lors des panels et les discussions qui s’en sont suivis ont permis aux participants d’analyser les enjeux et défis de la participation des jeunes femmes aux initiatives de prévention de conflits et de proposer des mesures pour y remédier. A la fin de la journée, plusieurs propositions concrètes susceptibles d’être utilisées à des fins de plaidoyer ont été faites en vue du renforcement du leadership des femmes dans le processus de paix et de cohésion sociale. Lors des entretiens dans le cadre de l’évaluation de l’activité, un jeune homme, membre d’une ONG basée à Man, a déclaré: « Ma perception du rôle des jeunes femmes dans la prévention des conflits a changé après ma participation à cette table ronde. Désormais je militerai pour briser les barrières socio-culturelles afin que les femmes soient inclues et participent efficacement aux initiatives de prévention des conflits. »

**Résultat 3:** Les jeunes leaders s’engageront dans un dialogue direct avec les autorités pour situer les responsabilités et améliorer la participation et l’inclusion.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

Dans la mise en oeuvre des plans de plaidoyers, les jeunes ont tenu, à ce jour, 15 réunions bilatérales avec des autorités locales, administratives, politiques, traditionnelles et religieuses dans les localités du projet. Ces rencontres ont servi de cadre pour sensibiliser les autorités contre la manipulation politique des jeunes et plaider pour la prise en compte des griefs et attentes de la jeunesse en ce qui concerne les mesures de reconnaissance, redevabilité et des réformes à entreprendre en vue de prévenir la répétition des violences et renforcer la cohésion sociale. Généralement, les autorités rencontrées ont été réceptives aux propositions et demandes formulées par les jeunes. Certaines se sont engagées à protéger les jeunes contre la manipulation politique dans le contexte préélectoral actuel marqué par une intensification des d’activités politiques.   
  
Dans cette même perspective, nous avons organisé un forum entre jeunes et chefs traditionnels à Duekoué qui a été selon les termes d’un jeune participant : « une occasion inédite pour engager un dialogue direct entre nous (jeunes) et nos "pères" afin que nous leur exposions notre vision pour la cohésion sociale et une paix durable dans notre localité ». Cette activité qui a mis face à face 20 jeunes dont 10 jeunes filles et 20 chefs parmi lesquels 10 chefs autochtones Wê et 10 dix chefs issus des communautés allochtones vivant à Duekoué, leur a permis de se parler franchement et s’accorder sur la nécessité d’établir un cadre permanent de collaboration qui sera chargé de gérer les conflits potentiels et veiller à prévenir la résurgence des violences. Entre autres recommandations, ils ont mis l’accent sur le rôle que les femmes et les jeunes femmes doivent jouer en tant que bâtisseuses de la paix, en suggérant qu'elles doivent faire partie de la solution et qu'il était important d'écouter leurs idées.   
Mariam Bakayoko, de l'association Siguiyonya a déclaré : « Je voudrais remercier ICTJ de toujours permettre aux jeunes de s'exprimer par eux-mêmes et de faire en sorte que les jeunes femmes participent, car les voix des jeunes ne sont pas seulement les voix de jeunes hommes. »

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

-

* 1. **Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Appropriation nationale:** Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères) | 'Le niveau d’engagement du Ministère de l’Education Nationale de l’Enseignement Technique et de la Formation Professionnel (MENETFP) dans les activités du projet démontre la dynamique d’appropriation par la partie nationale. En effet, l’équipe projet est régulièrement en contact avec le bureau de Coordination Nationale du Programme Education Côte d‘Ivoire-UNICEF dirigé par l’Inspecteur Biagné Guédé Joseph. C’est notre interlocuteur au sein du MENETFP. Nous les tenons informés de l’avancement du projet et les sollicitons au besoin pour certaines activités. Par exemple, lors de la table Ronde du 17 Octobre 2019 M. Biagné est intervenu comme panéliste. Il a fait une présentation sur le thème : Le système éducatif ivoirien est-il favorable au renforcement des capacités des jeunes filles à s’engager efficacement dans les initiatives sociales, politiques et citoyennes ? Il convient de souligner que Madame la Ministre était représentée à cette activité par M. Appahou Gervais qui est le Sous-Directeur Chargée du Genre au MENETFP. Dans son allocution d’ouverture il s'est réjoui de l'initiative et a félicité ICTJ car selon lui, « le thème qui nous réunit est très important car le gouvernement accorde un intérêt particulier à la question du Genre et surtout au renforcement du leadership féminin. » |
| **Suivi:** Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères) | -Le plan de suivi et d’évaluation du projet est sur la bonne voie. Il est axé sur l’obtention de résultats identifiés dans le cadre logique et que nous mesurons à l’aide d’indicateurs qualitatifs et quantitatifs préétablis. Le S&E se fait par la collecte de données au moyen de stratégies et d’outils robustes. Nous procédons à des pré et post-test rétrospectifs d’évaluation pour mesurer les connaissances et les compétences acquises par les participants aux activités du projet. Un questionnaire sur papier est élaboré à partir des objectifs d’apprentissage de l’activité en utilisant une échelle de Likert en 5 points pour évaluer le statut des participants avant et après la formation. Nous procédons également à des entretiens avec des informateurs clés pour solliciter les commentaires des participants au projet. Ces entretiens nous permettent de recueillir des données qualitatives au moyen de questions d’entrevue semi-structurées. Le suivi du projet est assuré par les chargés de programme nationaux d'ICTJ avec le soutien du responsable DME qui se trouve à notre siège à New York. Un contact permanent est maintenu avec les points focaux des organisations partenaires (le RAJP et FDPCI) dans les zones du projet afin de surveiller les éventuels effets du projet. L'analyse des données recueilli permet de s'assurer de la bonne marche des activités. |
| **Évaluation**: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères) | 'Une évaluation externe et indépendante du projet est prévue à la fin de l'exécution. Une ligne budgétaire est prévue à cet effet et le rapport d’évaluation sera joint au rapport narratif final. . |
| **Effets catalytiques (financiers):** Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères) | Rien à signaler . |
| **Effets catalytiques (non financiers):** Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères) | Rien à signaler |
| **Stratégie de sortie / durabilité:** Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères) | Le Réseau Action Justice et Paix (RAJP) et l'ONG Femme Débout pour le Progrès et la Paix (FDPCI), partenaires de mise en œuvre bénéficient d'un renforcement de capacité sur les thématiques du projet et sur la gestion technique, administrative et financière du projet. Cette stratégie permet aux membres de ces organisations de voir leurs capacités renforcées pour leurs actions de consolidation de la paix au-delà du projet. De nombreux jeunes qui ont bénéficié de formation sur les techniques de plaidoyer justifient d’aptitude et de capacité d'agir pour que les décideurs politiques puissent prendre en compte leurs besoins, leurs attentes et leur vision de l'avenir pacifique du pays. Les réunions bilatérales qu’ils conduisent avec les autorités locales de même que les programmes radiophoniques locaux permettent de susciter le débat entre les jeunes d'une même communauté sur la question de la violence. Au-delà des initiatives liées au projet, les jeunes qui prennent part aux activités seront suffisamment outillés pour continuer les échanges sur les initiatives à prendre pour leur participation au renforcement de la cohésion sociale. |
| **Prise de risques :** Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères) | Le principal risque qui pourrait menacer l’atteinte des résultats du projet est l’absence de volonté politique sincère de la part des autorités à prendre en compte les besoins exprimés par les jeunes. En effet, au-delà de s’asseoir et parler avec les jeunes lors des réunions bilatérales et autres rencontres d’échanges, les autorités devraient montrer plus de crédibilité en prenant des mesures concrètes pour adresser les problèmes que présentent les jeunes. Cependant, à cause de leur perception de la notion de cohésion sociale qui est encore trop axée sur la nécessité d'éviter les conflits plutôt que sur le traitement des griefs et des frustrations, la tendance pour les autorités est de parler et de ne pas agir beaucoup sur des problèmes concrets. Dans ce cas, les jeunes pourraient être beaucoup plus frustrés si leurs aspirations continuent d’être ignorées ou ne pas être transformées en politiques qui débouchent sur des solutions durables. Le cumul de frustration des jeunes peut engendrer des réactions inattendues voire violentes car selon certains jeunes « si tu veux qu’on t’écoute, il faut hurler » |
| **Égalité entre les sexes :** Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères) | Tout au long de la mise en œuvre du projet, nous avons intégré la dimension genre. Dans l’identification et le choix des bénéficiaires du programme, notre approche a consisté à nous assurer que les jeunes femmes soient quantitativement et qualitativement représentées. Par exemple, nous avons fixé un quota minimum de 40% jeunes femmes participant à nos toutes nos activités. Ce quota a été largement atteint lors des consultations et des séances de dialogues communautaires. Lors des consultations sur un total de 350 jeunes consultés, nous avons enregistré la participation de 155 jeunes femmes soit 44.54% des participants. Sur les 155 jeunes femmes participantes, 114 ont rapporté avoir augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes. Ce qui représente 92.90% des jeunes femmes participantes. En ce qui concerne les dialogues communautaires, sur un total de 159 participants, nous avons enregistré 74 femmes participantes sur soit 46.54 %.  En outre nous avons organisé une table ronde qui a discuté des défis inhérents à la participation des jeunes femmes dans les processus de paix et les initiatives de cohésion sociale. Cette activité a réuni 70 participants dont 38 femmes (54,29% des participants) et 32 hommes et abouti à des propositions de solutions pertinentes en vue du renforcement du leadership des femmes dans le processus de paix et de cohésion sociale. |
| **Autre:** Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Dans la mise en œuvre du projet, les jeunes sont en train accroître le niveau et la qualité de leur participation au processus de consolidation de la paix en engageant les autorités, leur faisant des propositions et recommandations pertinentes susceptibles de résoudre leurs griefs et contribuer à prévenir la répétition des violences. Cependant, dans le contexte politique actuel marqué par la pré-campagne électorale, les dirigeants politiques sont enclins à prendre des engagements ou à faire des promesses qu’ils ne respectent pas souvent. Cela crée une crise de confiance entre les jeunes et les autorités qu’il faudra aider à dissiper en encourageant les autorités à faire des gestes concrets envers les différents groupes de jeunes afin de renforcer la confiance. Ils devraient prêter une oreille attentive aux revendications des jeunes et les adresser durablement. En outre, les tensions politiques toujours très persistantes entre les adversaires à la course au pouvoir d’Etat font planer un climat de psychose au sein de la population et font craindre des troubles pendant la prochaine saison électorale. Nous travaillons à encourager les jeunes à la vigilance et à engager leurs pairs à rester focaliser sur leur objectif qui est la prévention de la répétition des violations graves des droits de l’homme par le renforcement de la redevabilité et la mise en œuvre des réformes nécessaires. |

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l'indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** | **Ajustement des cibles (cas échéant)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Les jeunes leaders auront la capacité de présenter aux autorités étatiques, aux leaders communautaires et au leaders religieux des propositions et des réclamations basées sur une évaluation solide des obstacles auxquels ils sont confrontés | Indicateur 1.1  Pourcentage de participants qui ont augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes. | NA | 70% | Résultats atteints (chiffre clé:90.8) |  |  |
| Indicateur 1.2  Pourcentage de jeunes femmes qui ont augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes. | NA | 70% | Résultats atteints (chiffre clé:92.9) |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1  Production d’un rapport qui fait état des obstacles à la participation des jeunes et des recommandations pour leur inclusion | Indicateur 1.1.1  Nombre de rapports écrits par les jeunes | - | - | Rapport rédigé (chiffre clé:1) |  |  |
| Indicateur 1.1.2  Pourcentage de jeunes femmes qui ont participé au processus.  Nombre total des jeunes consultés, classés selon leur âge et leur sexe | NA  NA | 40%  - | Activité réalisée (chiffre clé:43)  351 jeunes ont été consultés dans les zone d'Abobo, Yopougon, Bouaké, Korhogo, Duékoué, Man et San pédro (chiffre clé:0) |  |  |
| Produit 1.2  Lancement du rapport et discussions de groupe | Indicateur 1.2.1  Nombre et qualité des participants à la cérémonie de lancement du rapport. | NA | 100 (jeunes, politiciens, société civile, ONGs internationales, medias, associations de jeunes) | 100 personnes ont participé à la cérémonie de lancement du rapport de recommandations des jeunes (chiffre clé:100) |  |  |
| Indicateur 1.2.2  Nombre de copies du rapport distribuées | - | Nombre de copies | 100 copies ont été distribués à Abidjan lors de la cérémonie de lancement. 250 copies ont été remises aux point focaux des 5 localités ( Bouaké, Korhogo, Man, Duékoué et San Pedro) en vue de les distribuer aux autorités locales lors des réunions bilatérales (chiffre clé:100) |  |  |
| Produit 1.3  Discussions radio autour du rapport | Indicateur 1.3.1  Nombre de programmes radios produits et enregistrés | - | - | RAS (chiffre clé:2) | Aucun retards. Activités achevée |  |
| Indicateur 1.3.2  Nombre total des jeunes et des autorités locales qui ont participé aux groupes d’écoute  Perception qu’ont les participants du programme radio de discussions et du rapport (pourcentage) | -  NA | -  60% des participants reconnaissent l’utilité du programme radio et du rapport. | Nous avons organisé une première série de groupe d'écoute qui a réuni 140 jeunes (chiffre clé:140)  Données en cours d'évaluation (chiffre clé:0) | La deuxième série sera organisé en Octobre |  |
| **Résultat 2**  Les jeunes ivoiriens, notamment les jeunes femmes, bénéficieront du soutien nécessaire à leur participation aux initiatives locales de prévention de la résurgence de la violence impliquant les jeunes dans leurs communautés | Indicateur 2.1  Proportion des jeunes femmes des communautés cibles se déclarant capables de participer en toute sécurité aux initiatives locales. | - | 14 (2 par régions) | Résultat pas encore disponible (chiffre clé:0) | Evaluation externe de fin de projet pas encore réalisée |  |
| Indicateur 2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1  Des plans de plaidoyer local et des groupes sont établis. | Indicateur 2.1.1  Nombre de dialogues communautaires organisés dans les régions parmi les jeunes | - | 14 (2 per region) | Moitié réalisé : 7 sur 14. (chiffre clé:7) | La deuxième ses dialogues communautaires initialement prévue pour septembre 2019 a été reportée au mois de Novembre ou Décembre 2019 |  |
| Indicateur 2.1.2  Nombre de groupes et de plans locaux de plaidoyer établis | - | 07 (1 par région) | Nous avons élaboré un plan de plaidoyer dans chacune des 7 localités du projet ainsi les groupes qui seront en charge de mener les plaidoyers. (chiffre clé:7) |  |  |
| Produit 2.2  Programmes radio locaux | Indicateur 2.2.1  Nombre de programmes radios locaux | - | 42 programmes radio (6 par région) | 14 émissions ont été réalisées (2 émissions par régions) (chiffre clé:7) |  |  |
| Indicateur 2.2.2  Pourcentage de jeunes femmes participant aux programmes radios et aux groupes d’écoute. | - | - | 46 jeunes femmes sur 143 ont participé aux groupes d'écoute soit 32.16 (chiffre clé:32.16) |  |  |
| Produit 2.3  Table ronde de discussions | Indicateur 2.3.1  Nombre et affiliation des participants | NA | 50 (comprenant des représentants de la jeunesse, des ministres, des ongs et des organisations de femmes) | 70 participants dont 38 Femmes et 32 Hommes composés des représentants de la jeunesse, des ministres, des ONG et des organisations de femmes (chiffre clé:70) |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**  Les jeunes leaders s’engageront dans un dialogue direct avec les autorités pour situer les responsabilités et améliorer la participation et l’inclusion. | Indicateur 3.1  Preuve qualitative d’un discours public et d’engagements pris pour prévenir la manipulation des jeunes par les politiques et amener les leaders politiques à reconnaître leur responsabilité. | - | 3 exemples | Résultats pas disponible à ce stade du projet (chiffre clé:0) | Evaluation externe de fin de projet pas encore réalisée |  |
| Indicateur 3.2  La perception de l’engagement de la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix par les parties prenantes locales (ong, autorités, leaders politques et communautaires) (pourcentage) | - | 70% | Résultats pas disponible à ce stade du projet (chiffre clé:0) | Evaluation externe de fin de projet pas encore réalisée |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1  Tournée regionale par la RAJP et l’ICTJ | Indicateur 3.1.1  Nombre d'autorités locales rencontrées et sensibilisées, de femmes leaders rencontrées | - | 24 autorités locales et 14 femmes leaders | au total 15 autorités locales et femmes leaders ont été rencontrées dans 5 localités. (chiffre clé:15) |  |  |
| Indicateur 3.1.2  Nombre d’autorités étatiques rencontrées et sensibilisées | - | - |  |  |  |
| Produit 3.2 | Indicateur 3.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |

**PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

* 1. **Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veuillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet:

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent:2 tranches sur 3 ont été reçue, représentant 70% du budget global

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: Janvier 2020

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Rien à signaler

Veuillez indiquer quel montant $ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: Le montant prévu est $63,660 et jusqu'à ce jour $5,268 ont été effectivement alloué

Veuillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.

1. La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations recipiendiaires. [↑](#footnote-ref-1)
2. La duree maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois. [↑](#footnote-ref-2)